25 NOVEMBRE 2026
JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES SEXUELLES ET DE GENRE

EN FRANCE, LES VIOLENCES SYSTÉMIQUES PERDURENT.

Les violences se déroulent dans la majorité des cas au sein de la famille et sont perpétrées à 97 % par des hommes.
Ce sont chaque année **230 000 femmes et filles qui sont victimes de viols ou tentatives de viols,** près de la moitié d'entre elles étaient mineures au moment des faits.

Les femmes en situation de vulnérabilité sont encore plus exposées aux violences.
Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime de viol. 50 % des lesbiennes et 75 % des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public et 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe.
Les mères isolées qui élèvent seules leurs enfants subissent de plein fouet la précarité et des formes accrues de violences institutionnelles, économiques et intrafamiliales.
Les femmes migrantes en situation de précarité sont 75% à avoir été exposées aux violences pendant leur parcours ou sur le territoire, et nombre d'entre elles sont victimes des réseaux de traite prostitutionnelle.
100 % des femmes sans abri ont subi un viol.

En France, en 2025, c'est encore **plus d'un féminicide tous les trois jours** commis par un conjoint ou un ex-conjoint.
Près de 50 % des femmes victimes de féminicide avaient déjà signalé des violences avant le meurtre.
Et ce sont également plus de 900 femmes poussées, tous les ans, au suicide par des violences psychologiques ou du harcèlement par leur conjoint ou ex-conjoint.

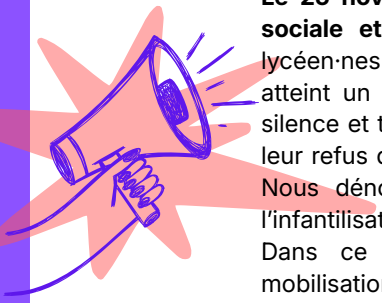
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

Dans le monde entier, toutes les femmes, les filles et les enfants sont concernées par les violences.
Elles sont le fruit du patriarcat, de la culture du viol et de la négation des voix des femmes et des enfants.
Le 25 novembre nous marquons notre solidarité internationale avec nos sœurs du monde entier et ce, dans un contexte où les guerres et les conflits armés se multiplient.
Victimes des conflits armés, des répressions des régimes totalitaires et/ou théocratiques, elles subissent viols de guerre, violences sexuelles, mariages forcés, traites d'êtres humaines.
Leurs droits les plus élémentaires sont bafoués.

Les gouvernements d'extrême droite constituent une menace majeure pour les droits des femmes, des enfants et des personnes LGBTQIA+, pour les associations féministes et enfantistes et pour les défenseureuses des droits humains.
Discours machistes, masculinistes, lgbtiphobes renvoyant les femmes à la sphère domestique, interdisant le droit des femmes à avorter et des personnes trans à transitionner, culture du viol décomplexée...

"ENSEMBLE ON NOUS OPPRIME, ENSEMBLE RÉVOLTONS-NOUS"

Partout les femmes sont victimes et partout elles se lèvent, s'organisent et luttent.
Nous crions que c'est fini, que plus aucune victime ne doit être silenciée, que plus aucune plainte ne doit être classée sans suite. **Nous crions que l'espace public nous appartient, que notre corps nous appartient. Nous ne tolérons plus aucune violence.** L'impunité doit cesser et la honte doit changer de camp !



Le 25 novembre 2026 intervient dans un contexte de mobilisation sociale et de violences policières extrêmement fortes. Face aux lycéen·nes et étudiant·es, la réponse répressive du gouvernement a atteint un niveau de violence traduisant la volonté de contraindre au silence et terroriser celles et ceux qui, par leurs mobilisations, signifient leur refus des violences institutionnelles dont elles et ils sont les objets. Nous dénonçons cette répression féroce du mouvement lycéen et l'infantilisation de celles et ceux qui réfléchissent et se mobilisent.
Dans ce contexte qui évolue quotidiennement, la réussite des mobilisations autour du 25 novembre est essentielle.

Nous exigeons :

- **La mise en œuvre de l'Éducation à la Vie Affective Relationnelle** (EVAR dans le primaire) **et à la Sexualité** (EVARS dans le secondaire) **comme outil de prévention contre les Violences Sexistes et Sexuelles (VSS).**
- **La fin des mutilations sur les enfants intersexes** encore autorisées en France
- **L'augmentation des financements des associations féministes,** notamment celles qui accompagnent les victimes et assurent l'éducation populaire sur les questions de violences et d'égalité femmes-hommes.
- **Des moyens pour les services publics** à la hauteur des besoins notamment l'embauche massive de titulaires que ce soit dans les domaines du soin, de la justice, de la protection et de l'aide sociale à l'enfance, de l'éducation nationale, de l'inspection du travail…
- **L'amnestie des lycéen·nes et étudiant·es réprimé·es** dans le cadre de leur lutte pour les services publics.
- **De protéger les libertés des associations** de plus en plus menacées dans leur liberté d'expression. Ce n'est pas parce qu'elles sont financées par l'état en assurant des missions de service public qu'elles doivent être muselées.
- **L'arrêt immédiat des expulsions des exilées** par le gouvernement français.

INTERORGA FÉMINISTE MONTPELLIER

MANIFESTONS NOTRE DÉTERMINATION
LE MERCREDI 25 NOVEMBRE
18H • PLACE DE LA COMÉDIE

18H • Le faux vrai procès de l'État français
pour non mise en œuvre de l'EVARS depuis 25 ans
19H • déambulation

Signataires : CIDFF 34, EELV/Les Ecologistes Montpellier, FSU 34, GES 34, L'APRÈS 34, la Carmagnole, LFI, NPA-A Montpellier, OLF 34, Planning familial 34, RP-DPDR, Saudade, SCUM, Solidaires 34, UCL.

25 NOVEMBRE 2026
JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES SEXUELLES ET DE GENRE

EN FRANCE, LES VIOLENCES SYSTÉMIQUES PERDURENT.

Les violences se déroulent dans la majorité des cas au sein de la famille et sont perpétrées à 97 % par des hommes.
Ce sont chaque année **230 000 femmes et filles qui sont victimes de viols ou tentatives de viols,** près de la moitié d'entre elles étaient mineures au moment des faits.

Les femmes en situation de vulnérabilité sont encore plus exposées aux violences.
Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime de viol. 50 % des lesbiennes et 75 % des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public et 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe.
Les mères isolées qui élèvent seules leurs enfants subissent de plein fouet la précarité et des formes accrues de violences institutionnelles, économiques et intrafamiliales.
Les femmes migrantes en situation de précarité sont 75% à avoir été exposées aux violences pendant leur parcours ou sur le territoire, et nombre d'entre elles sont victimes des réseaux de traite prostitutionnelle.
100 % des femmes sans abri ont subi un viol.

En France, en 2025, c'est encore **plus d'un féminicide tous les trois jours** commis par un conjoint ou un ex-conjoint.
Près de 50 % des femmes victimes de féminicide avaient déjà signalé des violences avant le meurtre.
Et ce sont également plus de 900 femmes poussées, tous les ans, au suicide par des violences psychologiques ou du harcèlement par leur conjoint ou ex-conjoint.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

Dans le monde entier, toutes les femmes, les filles et les enfants sont concernées par les violences.
Elles sont le fruit du patriarcat, de la culture du viol et de la négation des voix des femmes et des enfants.
Le 25 novembre nous marquons notre solidarité internationale avec nos sœurs du monde entier et ce, dans un contexte où les guerres et les conflits armés se multiplient.
Victimes des conflits armés, des répressions des régimes totalitaires et/ou théocratiques, elles subissent viols de guerre, violences sexuelles, mariages forcés, traites d'êtres humaines.
Leurs droits les plus élémentaires sont bafoués.

Les gouvernements d'extrême droite constituent une menace majeure pour les droits des femmes, des enfants et des personnes LGBTQIA+, pour les associations féministes et enfantistes et pour les défenseureuses des droits humains.
Discours machistes, masculinistes, lgbtiphobes renvoyant les femmes à la sphère domestique, interdisant le droit des femmes à avorter et des personnes trans à transitionner, culture du viol décomplexée…

"ENSEMBLE ON NOUS OPPRIME, ENSEMBLE RÉVOLTONS-NOUS"

Partout les femmes sont victimes et partout elles se lèvent, s'organisent et luttent.
Nous crions que c'est fini, que plus aucune victime ne doit être silenciée, que plus aucune plainte ne doit être classée sans suite. **Nous crions que l'espace public nous appartient, que notre corps nous appartient. Nous ne tolérons plus aucune violence.** L'impunité doit cesser et la honte doit changer de camp !



Le 25 novembre 2026 intervient dans un contexte de mobilisation sociale et de violences policières extrêmement fortes. Face aux lycéen·nes et étudiant·es, la réponse répressive du gouvernement a atteint un niveau de violence traduisant la volonté de contraindre au silence et terroriser celles et ceux qui, par leurs mobilisations, signifient leur refus des violences institutionnelles dont elles et ils sont les objets. Nous dénonçons cette répression féroce du mouvement lycéen et l'infantilisation de celles et ceux qui réfléchissent et se mobilisent.
Dans ce contexte qui évolue quotidiennement, la réussite des mobilisations autour du 25 novembre est essentielle.

Nous exigeons :

- **La mise en œuvre de l'Éducation à la Vie Affective Relationnelle** (EVAR dans le primaire) **et à la Sexualité** (EVARS dans le secondaire) **comme outil de prévention contre les Violences Sexistes et Sexuelles (VSS).**
- **La fin des mutilations sur les enfants intersexes** encore autorisées en France
- **L'augmentation des financements des associations féministes,** notamment celles qui accompagnent les victimes et assurent l'éducation populaire sur les questions de violences et d'égalité femmes-hommes.
- **Des moyens pour les services publics** à la hauteur des besoins notamment l'embauche massive de titulaires que ce soit dans les domaines du soin, de la justice, de la protection et de l'aide sociale à l'enfance, de l'éducation nationale, de l'inspection du travail…
- **L'amnestie des lycéen·nes et étudiant·es réprimé·es** dans le cadre de leur lutte pour les services publics.
- **De protéger les libertés des associations** de plus en plus menacées dans leur liberté d'expression. Ce n'est pas parce qu'elles sont financées par l'état en assurant des missions de service public qu'elles doivent être muselées.
- **L'arrêt immédiat des expulsions des exilées** par le gouvernement français.

INTERORGA FÉMINISTE MONTPELLIER

MANIFESTONS NOTRE DÉTERMINATION
LE MERCREDI 25 NOVEMBRE
18H • PLACE DE LA COMÉDIE

18H • Le faux vrai procès de l'État français
pour non mise en œuvre de l'EVARS depuis 25 ans
19H • déambulation

Signataires : CIDFF 34, EELV/Les Ecologistes Montpellier, FSU 34, GES 34, L'APRÈS 34, la Carmagnole, LFI, NPA-A Montpellier, OLF 34, Planning familial 34, RP-DPDR, Saudade, SCUM, Solidaires 34, UCL.